

« Situation inacceptable »

Les élus messins ont été accueillis par des manifestants hier après-midi devant l'hôtel de ville. Organisée par plusieurs associations humanitaires de Metz (Fondation Abbé-Pierre, Médecins du Monde, Casam...), cette action avait pour but d'alerter les élus sur « la situation dramatique de nombreuses familles, avec des enfants, qui dorment dans la rue (lire RL du 28 mars) ». « Ils sont délogés, chassés de tous les lieux où ils s'installent », dénoncent les associations qui pointent le manque de moyens, que ce soit sur les capacités d'hébergement d'urgence ou pour le 115.

Une indignation relayée par Raphaël Pitti, lors du conseil municipal, qui a parlé de « situation inacceptable, indigne ». L'élu a rappelé les délais extrêmement longs pour ouvrir un dossier de demande d'asile (un mois) et la nécessité, selon lui, d'agir sur la politique nationale pour apporter « une réponse digne à ces familles ». Dominique Gros, qui a dit être en contact quotidien avec le préfet pour trouver des solutions, a expliqué qu'apporter des réponses rapides étaient tout sauf simple. « L'objectif est de répartir une partie des demandeurs dans d'autres départements car les capacités d'accueil en Moselle ne le permettent plus. » Depuis le début de l'année, 1 200 demandes d'asile ont été enregistrées à Metz, dont une majorité pour des personnes originaires d'Albanie.



La manif devant l'hôtel de ville, hier. Photo Karim SIARI